



Conseil communautaire du 18 décembre 2014 | Délibérations n°116

Intervention de Morvan LE GENTIL au nom du groupe écologiste

Budget : peut beaucoup mieux faire...

Monsieur le Président, mes cher-e-s collègues,

Permettez-moi de commencer mon intervention par une remarque de forme : alors que le DOB témoignait d'un souci pédagogique notable, cette présentation budgétaire nous laisse davantage sur notre faim. La situation est certes particulière, puisque la modification du périmètre liée à la métropolisation oblige à de constants allers-retours qui brouillent la vision de l'essentiel. Un budget n'est pas avant tout un objet comptable, mais un projet politique. Or la seule diapositive qui aborde cette dimension donne à voir des ensembles hétéroclites, mélangeant par exemple les actions emploi, rayonnement et université. Un gros volume, assurément, mais en trompe l'œil si l'on considère qu'il est fortement déséquilibré par le budget « Centre des Congrès », masquant finalement la relative modestie des moyens consacrés au développement économique – alors que nous l'affichons comme une priorité. Plutôt que ce plan à tiroir, il nous semblerait pertinent de raisonner par grands programmes, adossés à des objectifs affichés et partagés : la région Bretagne a pris ce virage, et il nous aurait semblé intéressant pour donner tout son sens au vote de ce soir. Un vote tout sauf technique malgré son positionnement tardif dans la session.

Sur le fond maintenant, il faut reconnaître une forme de constance entre le DOB et le budget présenté ce soir. On pourrait le voir comme positif, car permettant de recycler quasi à l'identique mon intervention du mois dernier : Je pourrais redire que le contexte d'austérité méritait d'être davantage dénoncé, en ce qu'il nous prive des leviers pour réorienter notre modèle de développement. Le marathon budgétaire au Parlement c'est terminé il y a quelques heures et le budget 2015 verra une économie de 21 milliards d'euros dont une partie pèsera sur les collectivités. Notre Métropole serait bien avisée de rejoindre l'initiative de Grenoble et d'un certain nombre d'élus en France pour dénoncer la baisse de nos dotations. Je pourrai redire aussi qu'en reportant le poids de ces restrictions sur l'avenir et sur la capacité d'investissement des prochaines équipes, nous sommes aux antipodes du développement durable. Redire aussi que dans ce contexte, nous demandons une démarche réellement participative autour d'un budget base 0 qui sera construit l'an prochain.

Je pourrais marteler encore que notre politique de grands travaux intra-rocade, et l'augmentation de fiscalité qui en découle, ne sont pas conformes à notre vision d'un projet de territoire équilibré, sobre et solidaire... mais que nous n'avons d'autre choix que d'en prendre acte, comme autant de « coups partis » venus du passé.

Le recyclage a souvent du bon, mais il témoigne ici surtout, sans jeu de mot, d'un verre à moitié vide : car ce budget renvoie à la grande difficulté de notre majorité, pour intégrer sa dimension plurielle au-delà d'un green-washing de façade :

Le maillage des liaisons douces et la part des modes actifs dans les déplacements sont pointés comme problématiques à l'issue du PDU ? Les territoires qui ont vu progresser la part modale du vélo ont tous mis en œuvre une stratégie ambitieuse, globale et dotée de moyens à la hauteur ? Ici les montants consacrés stagnent paisiblement, alors même que notre nouvelle compétence « Voirie » nous donnait un levier précieux.

La production d'ENR est une nécessité, presque une responsabilité morale pour un territoire qui produit moins de 10 % de sa consommation ? Cet aspect est systématiquement oublié dans les hectares d'aménagement que nous validons, et nos réflexions prospectives n'intègrent aucune stratégie, aucun plan d'action pour rattraper notre retard. Si bien qu'il nous faut remercier bien bas la maison du livre de Bécherel de nous sauver du néant grâce à leurs panneaux photovoltaïques.

Un élément a toutefois bougé au cours des dernières semaines : à notre demande, on trouve désormais dans le budget transport l'ajout d'une ligne : « étude RER Rennais ». 30.000 €. Un montant dont nous ne savons que penser : 30.000 € pour étudier une piste majeure de viabilisation, à horizon 20 ans, de la ville archipel aujourd'hui engorgée ? pour tenter d'apporter des avancées significatives contre la pollution de l'air, unanimement reconnue comme préoccupante ? On pourrait croire qu'il manque un zéro en voyant le montant annuel du budget « étude » du sympathique projet Vilaine Aval fixé à 416000 €... Ou les 150 000 € votés par le Bureau pour la location d'une loge présidentielle au stade de la Route de Lorient.

Probablement avons-nous fauté, devons-nous davantage expliquer ce que nous imaginons à travers ce projet : rien moins qu'une révolution pour les déplacements à l'échelle de l'agglomération...

Nous choisissons donc, cette fois-ci, de voir le verre à moitié plein : après tout le projet figure désormais concrètement sur l'agenda 2015, d'autres co-financeurs pourront désormais s'y greffer... dans tous les cas ce n'est sûrement qu'une première étape dans un processus de long terme.

Cela n'atténue que faiblement notre impression sur ce budget : un budget « fil de l'eau », tranquillement extrapolé des années précédentes, sans « patte » politique particulière de cette nouvelle assemblée. Monsieur le Président, nous voterons ce budget, mais la franchise nous oblige à dire que nous y manquons d'accroches tangibles : cette situation nous paraît difficilement tenable sur la durée d'un mandat.

Je vous remercie.